

Communiqué de presse

Des échanges oui, mais sur la base du droit à la souveraineté alimentaire

Genève, le 12 mai 2006

Nous appelons nos gouvernements à subordonner les règles commerciales au droit de souveraineté alimentaire afin de promouvoir un développement durable de l'agriculture et de l'économie. Uniterre, la Coordination Paysanne Européenne et La Via Campesina défendent une agriculture durable, paysanne et des échanges commerciaux basés sur le respect des droits humains, de la justice sociale ainsi que de la protection des ressources environnementales.

Les défenseurs des politiques de libre-échange, véhiculées par nos gouvernements et par les institutions telles que l'OMC, nous décrivent comme des protectionnistes refusant tout échange commercial. **Uniterre, la Coordination Paysanne Européenne et La Via Campesina sont favorables aux échanges pour autant que les politiques agricoles ne soient pas définies uniquement par les règles du commerce. Nous encourageons les échanges à des prix rémunérateurs pour les familles paysannes, sur de courtes distances, permettant à un maximum de consommateurs et producteurs de se rencontrer et de pouvoir ainsi assurer un contrôle « citoyen » de la filière agroalimentaire.** Les politiques de l'OMC prônent l'inverse. Au lieu de favoriser une variété d'échanges commerciaux florissants et de qualité, répondant aux besoins des populations, la logique économique basée sur la dérégulation nous impose un phénomène général de concentration - essentiellement dans les mains des entreprises transnationales - de la production, de la transformation et de la commercialisation. Avec toutes les conséquences sociales, environnementales et sanitaires que nous connaissons.

De quel développement parle-t-on ?

Le cycle round de Doha est intitulé « cycle du développement ». Or, ni au sud, ni au nord, les familles paysannes ne bénéficient de la libéralisation des marchés. Ici comme ailleurs, le bilan de l'OMC est sombre. On n'observe aucune amélioration de la situation pour les familles paysannes, les travailleurs-euses et les employé-e-s. Les grands bénéficiaires sont les firmes agroalimentaires transnationales qui se positionnent là où les coûts sont les plus faibles, faisant fi de toutes considérations sociales ou environnementales.

Le processus actuel de négociations au sein de l'OMC démontre, s'il en faut, le manque de transparence et l'absence de consultation de l'ensemble des membres de l'OMC. Depuis Hong Kong, c'est essentiellement le groupe G5 (USA, EU, Brésil, Inde, Australie + Japon) qui a mené et pris part aux négociations. La grande majorité des Etats a jusqu'alors été tenue à l'écart, ce qui montre la faible légitimité de ce processus de négociations.

Nous réclamons **la souveraineté alimentaire**. Celle-ci est le droit des populations, producteurs et consommateurs, à choisir la politique agricole et alimentaire qu'elles souhaitent, sans exporter à des prix inférieurs aux coûts de production (dumping). Elle donne la priorité à la consommation locale et elle interdit toutes les formes de subventions à l'exportation. La souveraineté alimentaire permet également aux Etats à se protéger des importations à trop bas prix.

Nous demandons aux gouvernements d'arrêter ces négociations : l'OMC est une institution qui gère le commerce : ce n'est pas le lieu pour négocier les politiques agricoles et alimentaires.

Uniterre : 021 601 74 67 - Valentina Hemmeler 079 672 14 07, Rudi Berli 078 707 78 83.